

Mr. Kassim Wane

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale

Chargé des Relations avec le Parlement

Messieurs les représentants du Corps Diplomatique,

Distingués Délégués des Pays de la région de l'IGAD et du Golfe d'Aden

Distingués représentants des Institutions Internationales et des ONG

Chers Amis

C'est pour moi un immense plaisir de prendre la parole à l'occasion de cette cérémonie d'ouverture de la Conférence sur les mines terrestres des pays de la région de l'IGAD et du Golfe d'Aden. Je voudrais transmettre le message d'encouragement du Secrétaire Général de l'OUA, Salim Ahmed Salim, ses vœux de succès sur la Conférence .

Mesdames, Messieurs,

Les pays de l'IGAD sont une région de l'Afrique les plus affectées par le fléau des conflits armés et par leurs conséquences dévastatrice dont évidemment la prolifération des mines antipersonnel. Tous les pays de la région souffrent à un titre ou à un autre, du fléau des mines antipersonnel. Certains des pays de la région figurent même parmi les affectés de la planète.

Et lorsque je parle des pays de la région, je veux en réalité surtout me référer aux populations civiles, en particulier les femmes et les enfants qui sont les principales victimes de ce fléau, non seulement, pendant la guerre, mais également bien après la signature d'un accord de paix , si bien que l'on a pu parler - et fort justement du reste - de poursuite de la guerre pendant la paix. Mais il s'agit là d'une guerre pendant la paix . Mais, il s'agit là d'une guerre de lâches contre d'innocentes victimes, d'une guerre qui rend aléatoire toute entreprise de reconstruction , d'une guerre qui oblige les publics et consacrer d'importantes ressources au déminage alors que tant d'autres priorités attendent.

Aussi l'initiative de Djibouti est-elle particulièrement bienvenue. Je voudrais saisir cette occasion pour, au nom de l'OUA et de son Secrétaire Général, féliciter les autorités djiboutiennes pour cette contribution.

D'abord parce qu'elle permet de maintenir la dynamique née du processus d'Ottawa et du Traité du même nom. Le maintien de cette dynamique est essentielle pour assurer les efforts en cours.

Ensuite, pour que cette initiative participe de la mise en œuvre des décisions prises au plus haut niveau de notre organisation et des efforts déployés par l'OUA comme vous le savez, l'OUA a pris un rôle crucial dans le processus d'Ottawa . C'est en effet la mobilisation des pays membres de l'OUA qui a permis le succès de la Conférence diplomatique d'Oslo et l'adoption de la Convention interdisant complètement les mines antipersonnel. A ce jour 27 Etats membres de l'OUA ont ratifié la Convention et 15 autres l'ont signée.

Je voudrais réitérer ici l'appel lancé par le Sommet d'Alger de juillet 1999 à tous ceux des Etats membres qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils prennent toutes les dispositions requises en vue de ratifier la Convention ou d'y adhérer. Ce faisant, ils en ont apporté une contribution majeure à la réalisation de l'objectif de transformations du Continent africain en une zone exempté de mines antipersonnel, objectif convenu lors de la 1<sup>ère</sup> réunion continentale d'experts africains des mines antipersonnel organisé par l'OUA à Kempton Park, en Afrique du Sud, du 17 au 19 avril 1997 .

Mesdames, Messieurs,

Depuis l'entrée en vigueur de la Convention d'Ottawa, des progrès importants ont été réalisés dans la combat qui nous réuni ici : la production, le transfert et l'utilisation ont connu une forte baisse ; des stocks importants de mines antipersonnel ont été détruites substantielles mobilisés en faveur du déminage et de l'assistance aux victimes.

Mais le chemin à parcourir pour réaliser l'objectif fixe à Kempton Park reste particulièrement long. D'autant que l'emploi de mines antipersonnel a été relevé dans certains des conflits qui déchirent notre continent ajoutent ainsi un fardeau supplémentaire pour les générations futures.

Il n'en est que plus urgent et impératif de poursuivre l'action commencée à Ottawa en octobre 1996. A cet égard, la stratégie à mettre en œuvre doit être multiforme.

Il importe d'abord de continuer à l'entreprise de sensibiliser des acteurs étatiques. Nous nous y attelons au niveau de l'OUA, y compris au plus haut niveau avec notamment l'appel lancé par le Sommet d'Alger aux membres qui ne l'ont pas encore fait afin qu'ils deviennent partie à la Convention.

Il convient également de poursuivre l'entreprise de stigmatisation des mines antipersonnel pour faire peser un interdit moral sur leur emploi. Cela est d'autant plus important que le secours aux mines n'est pas seulement le fait d'armées conventionnelles, mais également et surtout celui d'acteurs non étatiques qui se sentent pour ainsi dire moins liés par le respect des règles du droit international humanitaire.

Il faut aussi intensifier l'effort de mobilisation de la communauté des donateurs pour imprimer un rythme soutenu aux missions de déminage et d'assistance aux victimes. Nous devons ici garder à l'esprit que les engagements pris au niveau international, aussi solennel soient-ils, n'ont de sens que s'ils ont un impact positif sur la vie des gens ordinaires, celles-là mêmes qui sont les victimes des mines antipersonnel.

Il importe de renforcer le partenariat entre gouvernement et organisations internationales, d'une part, et société civile et Ong de l'autre. C'est un partenariat qui a permis l'adoption de la Convention d'Ottawa; c'est ce partenariat qui permettra d'assurer la mise en œuvre scrupuleuse de ses dispositions.

Enfin, il est évident que toute stratégie de lutte contre les mines antipersonnel suppose que nous nous attaquions avec plus de détermination aux conflits qui déchirent l'Afrique. Il s'agit là d'une œuvre de longue haleine à laquelle nous nous attelons, avec une fortune, il est vrai variable. A cet égard, je voudrais, au nom de l'OUA, saluer l'action qui fut celle de Djibouti et de son Président, le Président I.O. GUELLEH dans la recherche d'une solution au conflit en Somalie. Il s'agit d'une contribution de premier plan à nos efforts concertés visant à promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique.